



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

SOMMAIRE

Page 2 :

MANIFESTE

Page 8 :

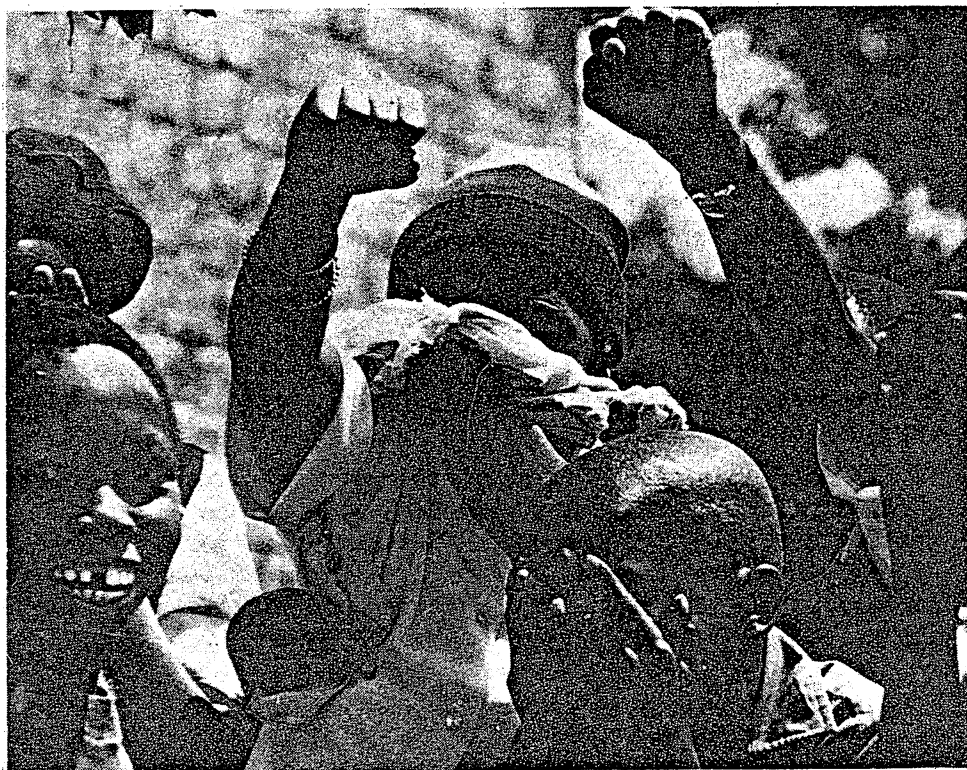
L'ASSASSINAT D'AMILCAR
CABRAL :

UN CRIME DE
L'IMPERIALISME

* * *

N° 1 - 15 février 1973

MANIFESTE



PRIX : 1 FRANC

AUX OUVRIERS,
AUX PAYSANS PAUVRES,
AUX CHOMEURS,
A TOUS LES EXPLOITES ET OPPRIMES D'AFRIQUE

Depuis des siècles, nos pays sont pillés, appauvris, nos peuples méprisés et opprimés. L'ignoble traite des esclaves d'abord, le colonialisme direct et brutal ensuite, l'impérialisme sous couvert d'une indépendance nominale enfin, ont saigné l'Afrique, exploité ses hommes, volé ses ressources, paralysé ses possibilités de développement économique indépendant.

Le sang et la sueur de millions et de millions d'exploités d'Afrique ont permis à quelques riches puissances capitalistes d'édifier des fortunes énormes en Europe ou en Amérique. Et pendant que les travailleurs africains, déportés comme esclaves hier, réduits à l'esclavage salarial aujourd'hui, contribuent au progrès et à l'enrichissement des riches nations impérialistes, non seulement les pays d'Afrique resteront pauvres, mais leur retard par rapport aux pays riches devient sans cesse plus grand.

La pauvreté de l'Afrique et la misère de l'écrasante majorité de son peuple ne sont pas quelque chose de naturel, quelque chose d'inévitable ; elles sont le résultat des siècles de pillage et de colonisation. Elles sont maintenues et aggravées par l'exploitation impérialiste d'aujourd'hui.

Lorsque l'exploitation coloniale franche et directe a connu ses derniers jours, certains nous avaient répété : "recherchez d'abord l'indépendance, le reste vous sera donné par surcroît".

Non seulement ce surcroît, c'est-à-dire la fin de la misère, n'est pas venu mais l'indépendance elle-même, telle qu'elle fut accordée par les colonisateurs français, apparaît comme un leurre.

L'impérialisme français, en compagnie d'autres, continue à contrôler et à utiliser à son profit les ressources essentielles de ses anciennes colonies. Des grandes sociétés capitalistes ont la haute main sur les mines de fer de la Mauritanie, richesse principale de ce pays. Des capitaux français, canadiens, américains et allemands se partagent la bauxite de Guinée. 346 des 384 plus importantes entreprises industrielles, 47 des 49 établissements financiers du Sénégal sont aux mains des capitalistes et des banquiers français.

Ce qui n'est pas en sa propriété directe, l'impérialisme se l'approprie indirectement, par le biais d'échanges commerciaux notamment qui se font entièrement à son avantage. Les pays africains obtiennent d'année en année moins de produits industriels en échange des matières premières ou agricoles qu'ils produisent. Et ils sont obligés d'accepter ce marché de dupes. En imposant à la plupart des pays africains la spécialisation dans un seul et unique produit —arachide au Sénégal ou coton au Tchad—, l'impérialisme a rendu l'économie de ces pays entièrement dépendante de la sienne.

L'impérialisme français conserve, en général, le contrôle des monnaies. Il garde la haute main sur les principales décisions économiques. Il la garde aussi sur les décisions politiques, intervenant dans les coulisses toujours, ouvertement et par les armes parfois —comme il l'a fait au Gabon ou au Tchad—, contre toute tentative de changement qu'il considère comme nuisible à ses intérêts, pour maintenir au pouvoir des hommes entièrement à sa dévotion.

Au temps de la domination coloniale directe déjà, les grands capitalistes et leurs gouvernements métropolitains s'appuyaient sur les castes et les plus réactionnaires, les plus parasitaires de nos propres pays. Si l'exploitation et l'oppression coloniale pesaient de tout leur poids sur la grande masse des pauvres, les

exploiteurs en grand de la puissance coloniale cherchaient et trouvaient leurs alliés naturels parmi les exploiters africains, rois, chefs, marabouts et féodaux de toute sorte; même s'ils ne cessaient pas de les mépriser pour autant .

En "décolonisant", les impérialistes ont choisi de partager quelques miettes supplémentaires de leur festin avec des profiteurs issus de nos peuple, afin de mieux sauvegarder l'essentiel. Ils ont choisi de léguer à des hommes politiques, à des fonctionnaires, à des militaires, à des policiers de notre couleur une parcelle du pouvoir et la possibilité de s'en servir à leur propre profit, à condition qu'ils se chargent de défendre le profit des impérialistes.

En "décolinisant", les puissances impérialistes ont laissé une Afrique morcelée au hasard des découpages coloniaux, coupant des peuples et parfois des familles en deux, dressant des frontières artificielles qui affaiblissent encore l'économie de nos pays.

Néanmoins, au moment de l'indépendance, nombre d'entre nous avaient éprouvé la joie légitime de ne plus subir l'humiliation quotidienne de l'administration coloniale raciste. Mais cette joie a vite sombré dans le désespoir de voir des hommes de nos pays prendre la relève de l'opresseur, s'installer dans un luxe arrogant et défendre l'exploitation avec acharnement. La férocité de ces hommes envers les exploités de leur peuple n'a d'égale que leur servilité envers l'impérialisme.

Le pouvoir des uns comme des autres repose sur la toute puissance de l'armée et de la police - lorsqu'il n'est pas exercé directement par ces dernières elles-mêmes. L'oppression pour les exploités, l'absence de libertés pour tous, la prison, l'exil et parfois la mort pour les opposants, voilà le visage de tous les régimes auxquels le colonialisme a cédé la place.

Et il ne peut pas en être autrement. Ces Etats représentent les intérêts d'une petite minorité de privilégiés contre la grande masse des pauvres.

Ils représentent les féodaux les castes privilégiées, les marabouts qui vivent en parasites sur le travail des paysans.

Ils représentent les hommes d'affaires, les négociants qui exploitent les ouvriers et volent les paysans pauvres.

Ils représentent les bureaucrates corrompus qui ont trouvé des sinécures dans les appareils d'Etat.

Mais ils représentent tous avant tout l'impérialisme, dont ils sauvegardent les intérêts essentiels. Et c'est parce que, face à ces privilégiés, il y a l'écrasante et menaçante majorité des pauvres, que l'Etat intervient de la façon la plus brutale pour les empêcher de prendre conscience de leur force et de leurs intérêts.

Tous ces privilégiés, tous ces riches, et l'Etat qui les défend, craignent les ouvriers exploités dans les usines du Cap Vert, les mines de Zouérate, ou contraints par la misère à s'exiler en France ; ils craignent les paysans pauvres manquant souvent de terres et surtout de matériel, écrasés par les impôts, filoutés par les négociants, exploités par les féodaux ; ils craignent que toute cette masse de pauvres s'associe et s'organise pour défendre ses intérêts contre les riches. Ils ont peur que les pauvres proclament un jour : "Nous avons le droit de vivre au XXe siècle ; nous avons droit à tous les acquis du progrès que les quelques riches qui en bénéficient étalent devant nous ; nous avons droit à la santé, à l'instruction, à la culture ; nous avons le droit de contrôler les ressources et les richesses de notre pays, de bénéficier des fruits de notre propre travail ; nous avons le droit de vivre librement dans notre propre pays ; nous avons de droit de décider nous-mêmes de nos affaires publiques.

Les riches et les exploiters ont raison d'avoir peur. Car, en prenant conscience de leurs droits, les pauvres pourront prendre conscience également des voies et des moyens pour les acquérir. Ils prendront conscience qu'il leur faut d'abord vaincre leurs propres hésitations, rompre avec tout un ensemble de traditions séculaires qui les divisent entre eux, ou d'habitudes religieuses qui les lient à leurs exploiters.

Ils prendront conscience qu'il leur faudra balayer tous les parasites d'un autre âge, tous les féodaux civils ou religieux qui exploitent la grande masse des paysans pauvres en utilisant ces traditions et ces habitudes. Ils prendront conscience que, pour effectuer les transformations indispensables, il leur faut détruire les États mis en place par l'impérialisme.

Pour que ce combat, notre combat, ne soit pas de nouveau détourné au profit d'une quelconque nouvelle couche de riches, pour que les pauvres ne soient pas déposés de leurs victoires, nous ne remettrons pas le pouvoir à qui que ce soit, nous l'exercerons nous-mêmes, ouvriers, paysans pauvres, chômeurs, membres des castes méprisées, fils d'anciens esclaves.

Cela est possible, cela est juste, car nous constituons l'énorme majorité de la population de nos pays et c'est nous qui produisons les richesses. Cela sera la réalité si, au cours même du combat contre les féodalités de toutes sortes, contre l'emprise impérialiste, pour les libertés démocratiques, nous construisons une organisation de travailleurs africains qui prendra la tête du combat et qui fera en sorte que, après la victoire, tous les travailleurs, tous les paysans pauvres, soient associés à l'exercice du pouvoir.

Dans la lutte grandiose que nous, travailleurs africains, mènerons pour nous organiser d'abord, pour vaincre les exploiters ensuite, pour exercer le pouvoir enfin, nous aurons face à nous des ennemis, mais aussi, des faux amis de toutes sortes.

Nous avons à nous méfier des faux amis qui compatissent à notre misère, tous en nous prêchant la patience et la résignation. Mais nous avons assez patienté, nous en avons assez de la résignation.

Nous avons à nous méfier des faux amis qui disent aux travailleurs de se fonder, de disparaître dans la grande masse de tous ceux que les régimes actuels mécontentent, ouvriers et paysans certes, mais aussi intellectuels, fonctionnaires déchus, cliques politiques écartées du pouvoir, exploiters de nos pays mécontents de la trop grande place accordée à l'impérialisme et bien d'autres encore. Les travailleurs révolutionnaires disent à tous ceux qui veulent combattre la dictature, les féodaux, l'impérialisme, ne fût-ce que momentanément, ne fût-ce que partiellement, qu'ils sont prêts à combattre côte à côte avec qui le veut bien. Mais les travailleurs révolutionnaires ne leur abandonneront en aucun cas la direction du combat. Seuls les travailleurs ont à la fois l'intérêt et la possibilité de pousser le combat contre le vieux monde de l'exploitation et de l'oppression jusqu'au bout, eux seuls n'arrêteront pas à mi-chemin, seule leur organisation peut garantir que, le jour de la victoire les pauvres ne seront pas écartés de l'exercice du pouvoir. Aussi, tous ceux qui proposent aux travailleurs de ne pas s'organiser de façon indépendante, sous prétexte d'union nationale, désarment les travailleurs pour mieux les trahir.

Nous avons à nous méfier des faux amis qui nous disent: supprimons d'abord les frontières héritées du passé colonial, construisons l'unité de l'Afrique et, pour cela, organisons tous les africains, quelle que soit leur appartenance sociale, dans un vaste mouvement panafricain. C'est vrai que la division de l'Afrique en

petits Etats est néfaste à son développement. Mais ce qui est le plus néfaste, c'est que ces Etats défendent les exploités. Et ceux-ci ou leurs représentants ne brandissent le drapeau de l'unité africaine que pour tromper les exploités, pour leur faire croire qu'ils ont des intérêts en commun avec leurs oppresseurs. Les travailleurs révolutionnaires sont contre cette unité-là. Ils sont pour l'unité de tous les exploités d'Afrique contre les exploités, qu'ils soient africains ou non.

Les privilégiés qui sont à la tête des Etats africains --ou ceux qui songent simplement à les y remplacer en brandissant le drapeau du panafricanisme-- sont, de toutes façons, incapables de faire avancer l'Afrique sur le chemin de l'unité. Toutes les tentatives avortées de fédération --comme celle du Mali et du Sénégal, parmi bien d'autres --montrent à quel point ceux qui dominent ces Etats, qui s'en servent ou en vivent ne sont pas prêts à abandonner de bon gré les privilèges qu'ils en tirent.

Pour fondre les multiples pays hérités des découpages coloniaux dans le creuset d'une Afrique unifiée où tous les peuples, toutes les ethnies puissent coopérer fraternellement, sans qu'aucune n'en opprime une autre, il faut d'abord vaincre les privilégiés et briser leurs Etats. L'Afrique unifiée que nous voulons doit être celle des travailleurs; elle ne saurait être celle des exploités. Ceux qui nous préconisent une autre voie au nom du panafricanisme veulent tromper les exploités et les empêcher de se battre pour leurs propres intérêts; et ils trahissent en même temps la cause de l'unité des pays africains.

Nous, travailleurs révolutionnaires africains, nous savons que la lutte pour la conquête et l'exercice du pouvoir par les déshérités de nos pays fait partie d'une lutte plus grandiose encore, celle des travailleurs, des exploités du monde entier pour vaincre la domination capitaliste sur toute la planète et pour fonder une société nouvelle, sans oppression et sans exploitation, la société socialiste.

Le socialisme c'est la mise en commun de toutes les forces productives, de toutes les richesses naturelles, celles des nations riches comme celles des pauvres et l'utilisation de ces forces au profit de tous, sans distinction de race ou de nationalité. Seuls les travailleurs sont capables d'arracher dans le monde entier les moyens de production, les terres, les usines, les barrages, les mines, les chantiers, les voies ferrées, les compagnies de navigation ou d'aviation des mains de quelques parasites qui se les sont appropriés et qui exploitent le monde entier.

Il ne suffit pas de collectiviser les faibles forces productives de nos pays ni de partager ses richesses insuffisantes. Nous avons le droit de bénéficier de la richesse des pays avancés, accumulée pour une bonne part avec notre sueur ou celle de nos pères. Et nous ne pourrions en bénéficier que si le capitalisme est détruit dans les pays avancés également, si le socialisme existe de la seule façon dont il peut exister: d'un bout à l'autre de la terre. Aussi ceux qui nous parlent de "socialisme africain", et à plus forte raison, de "socialisme" malien, mauritien ou sénégalais, nous proposent seulement de partager la misère.

Tous ceux qui veulent limiter l'horizon des travailleurs africains aux seules terres d'Afrique, et à plus forte raison, aux seuls Etats tels qu'ils existent aujourd'hui; tous ceux qui prétendent qu'il suffit de chasser l'impérialisme hors de ces limites, nous proposent une voie sans issue. Nous n'avons aucune chance de rattraper les riches nations capitalistes avec les seules forces de nos bras. Tenter seulement de combler ne fût-ce qu'une partie du retard creusé au

cours de plusieurs siècles d'exploitation et de pillage et, en même temps, résister à la pression incessante de l'impérialisme sans avoir la perspective de l'abattre, obligerait les travailleurs et les paysans pauvres d'Afrique à un vain et incessant effort, leur imposerait en fait une exploitation accrue.

Le socialisme ne peut aboutir que si les grandes puissances impérialistes sont abattues de l'intérieur.

Bien sûr, nous prolétaires africains, nous ne pouvons pas détruire l'impérialisme en France, en Amérique ou dans les autres pays industriels. Il appartient à nos frères de ces pays de le faire.

Mais nous pouvons leur donner l'exemple de ce que peuvent faire les opprimés s'ils sont décidés à détruire leurs chaînes. Nous pouvons faire en sorte que nous, travailleurs des pays les plus pauvres, les plus arriérés, nous soyons à l'avant-garde du grand combat pour le socialisme mondial, à l'avant-garde du progrès humain. C'est justement en engageant dès maintenant le combat, sans attendre, que nous participeront le plus efficacement au grand combat pour la victoire du socialisme à l'échelle du monde.

Et jusqu'à ce que nos frères des pays avancés parviennent, à notre exemple et avec notre soutien, à rompre avec les organisations traîtres qui les dirigent, à abandonner leur routine et leurs préjugés ; jusqu'à ce qu'ils engagent la lutte et remportent la victoire, notre Etat des travailleurs, assurant la démocratie la plus large à tous les anciens exploités, prendra des mesures immédiates pour soulager la misère, déposséder les riches, supprimer les impôts et les dettes, développer les cultures vivrières.

Dans cette perspective, nous, travailleurs révolutionnaires d'Afrique, nous nous fixons pour but :

- De regrouper les travailleurs, de les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; de leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge ; qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas ; qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- De contribuer par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétiennes, musulmanes, animistes ou autres qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleures auxiliaires des classes exploiteuses.
- De combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- D'associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- D'engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples et pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- De mettre en place, au cours-même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- De veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- D'agir au sein de la classe ouvrière française, et plus généralement de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes, pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner eux-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.

0 0 0

L'ASSASSINAT D'AMILCAR CABRAL

UN CRIME

de l'impérialisme

Amilcar Cabral, secrétaire général du P.A.I.G.C. (Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée Bissau et des Iles du Cap -Vert) a été lâchement assassiné le 20 janvier 1973 à Conakry, en République de Guinée. Après plusieurs vaines tentatives, notamment lors de l'agression portugaise contre la Guinée, les agents de l'impérialisme portugais sont ainsi arrivés à leurs fins.

Cet assassinat politique se situe dans la lignée d'une longue série d'autres, dont la responsabilité incombe aux impérialistes français, anglais, belges et autres, et dont les victimes furent Patrice Lumumba, F.R. Moumié, Ernest Ouandié, Edouardo Mondiane et bien d'autres encore. Toutes les puissances impérialistes, même celles qui n'ont pas directement trempé dans l'assassinat, sont alliées au Portugal, lui fournissent des armes et sont complices.

Ce crime montre que, pour contenir la lutte armée qui se développe en Guinée Bissau et aux Iles du Cap-Vert, l'impérialisme utilise tous les moyens.

Amilcar Cabral a été assassiné par des hommes de main des impérialistes portugais parce qu'il a lutté pour l'émancipation de son pays, la Guinée Bissau, de la domination coloniale. Il a été assassiné parce qu'à travers lui on voulait frapper ceux qui ont choisi la lutte plutôt que la servitude. Il a été assassiné comme sont assassinés jour après jour des dizaines d'hommes, femmes et enfants en Guinée Bissau, où les troupes coloniales ne maintiennent leur contrôle sur une partie du pays que par la terreur, par la répression, par les bombardements.

La Guinée Bissau n'est qu'un petit pays, une des plus petites colonies de l'impérialisme portugais. Mais l'oppression qui pèse sur son peuple et qui a poussé ce dernier à la révolte est à l'image de la répression qui pèse sur des millions d'autres opprimés en Afrique. Et pas seulement sur ceux qui subissent encore, en Angola, Au Mozambique, à Djibouti ou ailleurs, la domination coloniale directe.

Car en décolonisant, les impérialistes anglais, français ou autres n'ont pas cessé d'exploiter, d'opprimer les pays d'Afrique qu'ils avaient pillés et opprimés pendant des siècles. Ils se sont contentés de partager une petite partie des richesses accumulées sur le dos des exploités d'Afrique avec des privilégiés africains, pour que ceux-ci continuent à nous maintenir sous l'exploitation.

Nous, travailleurs africains de pays soi-disant émancipés, nous savons bien que la misère est le lot quotidien de tous les travailleurs, de tous les paysans pauvres de nos pays, pendant que des capitalistes français, anglais, propriétaires de mines, d'usines et de plantations, continuent à ramasser des bénéfices fabuleux grâce à notre sueur. Nous savons que seuls quelques privilégiés de chez nous vivent bien, et ceux-là, tout en étant serviles à l'égard des impérialistes, nous imposent leur dictature. Nous savons que nous n'avons aucun droit dans nos propres pays, ni de nous organiser, ni de nous réunir, ni même de dire ouvertement ce que nous avons envie de dire.

Partout, dans tous les pays d'Afrique sans exception, le combat pour mettre fin à l'oppression reste encore à mener. Mais nous devons savoir comment le mener pour que notre lutte n'aboutisse pas simplement à remplacer les oppresseurs d'aujourd'hui par d'autres oppresseurs.

Quelques-uns de ceux mêmes qui affirment qu'ils sont de notre côté dans ce combat, de ceux qui, comme Amilcar Cabral, ont donné leur vie, nous disent que le chemin de notre libération passe par l'union de tous les Africains. Mais tous les africains n'ont pas les mêmes intérêts. L'union des travailleurs maliens, mauritaniens ou sénégalais avec les Traoré, les Ould Daddah, les Senghor et tous les privilégiés pourrait-elle signifier autre chose que le maintien de la misère pour les premiers, des privilèges pour les seconds ?

Nous, les travailleurs révolutionnaires nous pensons que nous n'avons rien de commun avec des privilégiés et des riches, même si la couleur de leur peau est la même. Nous devons nous organiser nous même, diriger nous même notre lutte comme nous avons su le faire bien des fois, aussi bien en Afrique qu'ici dans l'émigration, dans les usines ou dans les foyers.

Nous ne pourrions mettre fin à l'oppression que si nous nous organisons pour conquérir nous-même collectivement le pouvoir, pour l'exercer nous-mêmes, directement.

Certes, nous les ouvriers, nous sommes une minorité dans nos pays. Mais dans le combat contre l'exploitation et l'oppression, nous pouvons gagner la confiance et l'appui des millions de paysans pauvres, des chômeurs, de tous ceux qui vivent dans la misère. Ensemble, nous sommes forts ; ensemble, nous pouvons créer un pouvoir qui ne soit pas au service de quelques Africains et des impérialistes, mais à notre service.

Mais nous pouvons faire plus encore : créer une société où tous les hommes sont égaux, tous bénéficient de tous les acquis de la civilisation, tous connaissent le bien-être matériel et culturel, une société socialiste. Cela n'est pas possible dans le cadre d'un seul Etat africain, ni même de l'ensemble de l'Afrique. Car les richesses qui ont été accumulées grâce en partie à notre travail, qui nous ont été volées, se trouvent dans les riches pays impérialistes, en France, en Amérique, en Angleterre ou ailleurs. Pour pouvoir en bénéficier, il faut les prendre à ceux qui les détiennent, les capitalistes des pays impérialistes. Seuls, les travailleurs africains, nous ne le pouvons pas. Mais nous pouvons, par exemple, montrer aux ouvriers des pays impérialistes, nos frères, ce que peuvent faire les travailleurs s'ils sont décidés. Nous pouvons faire en sorte qu'eux aussi ils secouent leurs chaînes et se débarrassent de leurs exploiters qui sont, en général, aussi nos exploiters.

Travailleurs de tous les pays, nous mettrons alors en commun toutes les richesses de la terre et nous en bénéficieront tous également, quels que soient notre race ou notre pays d'origine. Il n'y aura plus jamais ni exploitation ni oppression.

Voilà, pour nous, travailleurs africains, le chemin de la libération.

S'engager dans cette voie-là, c'est la seule façon de faire en sorte que ceux qui ont été assassinés par l'impérialisme ne soient pas morts pour rien.

(Tract édité le 30 janvier 1973)

